

# Le Golfe : grandes manœuvres autour d'un doigt de mer

Ghassan Salamé

L'ÉTAT DU MONDE 1988-1989  
LA GUERRE DU GOLFE

Éditions  
La Découverte  
p. 34-38

En quelques semaines, en juillet et août 1987, près de quatre-vingts navires de guerre occidentaux se rassemblaient dans ce doigt de mer étroit qui va de Chatt-al-Arab à la mer d'Oman. En était-il besoin pour faire face aux seuls défis de l'Irak khomeyniste? Une partie stratégique plus ample semble en fait avoir été jouée, qui contrastait avec la complaisance américaine dévoilée par l'affaire de l'« Irangate », et qui a servi à freiner les avances soviétiques discrètes dans la zone et à redéfinir les relations des États-Unis tant avec leurs amis locaux qu'avec leurs alliés européens.

## L'appel koweïtien, un prétexte

Le prétexte a été fourni par le Koweït. Mécontent de voir, depuis 1985, l'Irak viser plus particulièrement ses pétroliers dans le « canardage » désordonné des tankers, l'émirat s'était adressé, à la fin 1986, aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, leur demandant de garantir la liberté de navigation dans le Golfe. Le premier à réagir fut l'Union soviétique qui offrit à Koweït de lui louer quelques bateaux pour transporter son pétrole sous pavillon soviétique. Cela devait

précipiter les réactions occidentales. Les États-Unis (et le Royaume-Uni) commencèrent par repavillonner une dizaine de bateaux koweïtiens (fin juillet 1987). Puis, avec l'apparition des mines, Washington décida d'envoyer sur place une petite flottille. La France, d'abord hésitante, notamment à la suite d'un avis saoudien peu encourageant, devait suivre l'exemple, de même que le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas et l'Australie.

L'appel koweïtien et la réponse des Occidentaux soucieux de venir en aide à un pays ami menacé ne suffisaient pas cependant à expliquer une telle concentration de forces. Plusieurs autres facteurs étaient entrés en jeu. Le premier était la volonté de rassurer les pétromonarchies occidentales et militairement vulnérables, regroupées depuis 1980 au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG). En dépit d'incidents à Koweït, à Bahreïn et avec l'Arabie saoudite (dont un accrochage aérien en 1984), ces pays n'avaient pas eu trop à pâtir de la guerre qui se menait pourtant à leurs frontières. Leur soutien financier à l'Irak était compensé par une volonté de maintenir des ponts avec l'Iran, d'autant que ce dernier paraissait vouloir éviter de les affronter directement.

L'impasse sur le front terrestre après la prise de Fao, début 1986, l'échec des offensives iraniennes

contre Basrah (rendant ridicule l'annonce de la fin imminente de la guerre, en février 1986 par Khomeyni), alors que l'Irak frappait de plus en plus durement le trafic maritime et les installations pétrolières de l'Iran, conduisaient Téhéran à prendre le risque de multiplier les provocations contre les pays du CCG, et notamment contre celui qui était le plus engagé aux côtés de l'Irak, Koweït. Cela devait aboutir au drame sanglant de La Mecque (31 juillet 1987), aux missiles lancés sur Koweït (surtout en octobre), le tout accompagné de menaces contre ces pays et contre leurs « protecteurs » occidentaux. Il s'agissait donc pour ces derniers de rassurer les pétromonarchies et de signifier à l'Iran leur détermination à garder la haute main sur la sécurité du trafic maritime dans le Golfe.

Un objectif non moins important était de mettre un frein à une éventuelle exploitation de la crise par les Soviétiques. Le Golfe, il faut le dire, était devenu un « lac américain ». Or, divers signes annonçaient une entrée discrète de Moscou sur la scène : dès 1985, les Émirats arabes unis et Oman décidaient de suivre l'exemple koweïtien et établissaient des relations diplomatiques avec l'URSS. L'Arabie saoudite, tout en hésitant à faire ce pas, intensifiait ses contacts avec Moscou, y compris à un niveau ministériel. Le Koweït allait jusqu'à acheter du matériel militaire soviétique. Qui plus est, Moscou s'était porté cogarant de la stabilité dans le Golfe en s'associant à la résolution 598 du Conseil de sécurité (20 juillet 1987), ce qui avait été dûment noté par les gouvernements locaux, déjà sensibles à l'importance des fournitures militaires soviétiques à l'Irak.

Des considérations plus mercantiles ne sauraient enfin être ignorées : en intervenant dans le Golfe, plusieurs pays occidentaux cherchaient à prendre des gages auprès de ces gros producteurs de pétrole et gros acheteurs d'armements.

La démonstration de force des armadas occidentales s'accompagnait, au niveau politique, d'une ouverture vers l'Irak, manifestée par l'adoption de la résolution 598 du Conseil de sécurité qui appelait à un cessez-le-feu, laissant pour une phase ultérieure la demande de Téhéran d'établir les responsabilités dans le déclenchement du conflit. Alors que Bagdad s'y ralliait sur-le-champ, Téhéran n'acceptait cette résolution qu'un an après, le 19 juillet 1988. Au niveau militaire, l'Iran, qui prenait le risque de s'attaquer aux navires occidentaux, subissait leur riposte. Jusqu'à la tragédie de l'Airbus d'Iran Air (le 3 juillet 1988 - 298 morts civils), celle des États-Unis se révélait à la fois bien ciblée et efficace (par exemple l'engagement d'avril 1988 entraînant la perte d'au moins cinq

navires iraniens); les autres pays occidentaux ne se sont pas engagés directement. Les pétromonarchies, fortes de cette présence occidentale massive, allaient enfin se permettre de durcir le ton contre l'Iran, au moment des événements de La Mecque, dans les résolutions du sommet arabe d'Amman (8-11 novembre 1987), lors du détournement de l'avion koweïtien (avril 1988) et enfin avec la rupture par l'Arabie saoudite des relations diplomatiques avec Téhéran (24 avril 1988).

## La nouvelle stratégie occidentale

Restait, pour l'Occident, à définir une stratégie à long terme. Pour les États-Unis, le Golfe s'insère clairement dans le cadre d'une stratégie globale. Celle-ci est illustrée, entre autres, par le rapport d'une commission chargée d'étudier la stratégie intégrée à long terme et rendu public en janvier 1988 sous le titre *Discriminate Deterrence* (dissuasion sélective). Il constate que la stratégie des États-Unis n'est plus d'un grand secours « dans un monde devenu moins bipolaire, pour faire face à des pays hostiles qui n'appartiennent pas au bloc soviétique, l'Iran par exemple ». Or, « presque tous les conflits armés des quatre décennies passées ont eu lieu dans ce qu'on appelle le tiers monde ». Le rapport conclut que Washington risque de perdre ses amis dans ces zones s'il ne se montre pas disposé à agir pour les protéger.

Pour la région du Golfe, plus spécialement, le rapport juge que l'URSS pourrait trouver dans l'avenir une opportunité pour une intervention militaire sans que celle-ci fasse nécessairement partie d'une attaque globale contre les intérêts occidentaux, en Europe par exemple. Voilà qui confirme un changement important dans la pensée occidentale, expliqué, surtout depuis l'affaire afghane, par la possibilité toujours ouverte de l'émergence ici ou là d'un régime révolutionnaire — même rachimique — qui appellerait l'URSS à l'aide. Qui plus est, pense-t-on à Washington, l'accès militaire de l'Occident au Golfe n'a pas cessé de se détériorer au cours des trente dernières années, même si les capacités américaines de transport aérien et maritime sur des théâtres lointains ont augmenté de près de 50 % depuis 1980.

Pour les membres de l'Alliance atlantique, le Moyen-Orient, et surtout le Golfe, est le seul théâtre de conflits hors OTAN où ils ont vraiment tenté de construire une approche collective. Celle-ci aurait deux objectifs centraux : maintenir l'accès au pétrole et contenir l'influence soviétique.

Les positions des pays membres de l'Alliance ont profondément changé depuis les années soixante, avec le désengagement colonial de la France et l'implication américaine au Vietnam. Lors de la guerre de 1973 au Proche-Orient et du boycottage pétrolier qui l'a accompagnée, l'analyse dominante des capitales européennes, notamment de Paris, était de soupçonner Washington de vouloir engager ses alliés dans une entreprise où ils n'auraient pas leur mot à dire, alors même que l'attitude américaine sur la question des prix du pétrole paraissait pour le moins douteuse. Le second choc de 1979-1980, du moins en termes pétroliers, avait été accueilli avec le même manque de coordination.

Les Européens insistaient sur la nécessité de les consulter au préalable, alors que les Américains étaient obsédés par la liberté d'utiliser les bases, ou du moins les airs, des pays européens pour une éventuelle intervention au Moyen-Orient. Qui plus est, une différence de vues sur les objectifs soviétiques au Moyen-Orient les séparait : alors qu'aux États-Unis, on voyait l'invasion soviétique de l'Afghanistan (1979) comme un premier pas vers le Golfe, les Européens, notamment Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, avaient tendance à affirmer le caractère interne, afghan et soviétique, de l'invasion. Ils ont ainsi refusé de participer à la force de déploiement rapide que Washington créait pour d'éventuelles interventions dans « l'arc des crises ».

Washington s'est alors résigné à penser que les Européens pourraient au moins compenser, sur le théâtre européen, l'absence de troupes américaines éventuellement appelées à intervenir au Moyen-Orient. Alors que l'impasse paraissait totale entre alliés, une préfiguration de 1987 avait lieu en 1980, en réponse à l'invasion de l'Afghanistan et à la chute du shah : une soixantaine de navires européens, américains et australiens se retrouvaient dans le Golfe. Si la coopération entre alliés n'était pas encore à l'ordre du jour, nul ne rechignait à montrer son drapeau. Français et Britanniques avaient d'ailleurs créé chacun leur propre force de déploiement rapide.

L'intervention européenne en 1987 fut cependant, par son ampleur et sa rapidité, une sorte de divine surprise qui enchantait le Pentagone : près de quarante navires européens (vingt français dont *Le Clemenceau*) prenaient la route du Golfe. Certes, il n'y eut pas de commandement unique, mais la coordination, en termes de tâches et d'allocation de l'espace, était de loin supérieure à celle de 1980.

## L'URSS entre dans le jeu

En s'associant à la résolution 598 du Conseil de sécurité, l'URSS reconnaissait implicitement la responsabilité de l'Iran dans la poursuite du conflit et montrait sa volonté d'en contenir les débordements. Elle n'était donc plus, en 1987, en état de condamner absolument le déploiement naval occidental. Moscou ne pouvait certes le soutenir, ni se réfugier dans la position purement mercantile adoptée par la Chine (pour qui le conflit était une occasion en or de vendre du matériel militaire). L'URSS s'est donc contentée d'appeler au remplacement de l'armada occidentale par une flotte onusienne.

Ce que l'Union soviétique a obtenu est assez limité : une reconnaissance de son statut de partie intéressée, capable de dialoguer avec tous les États en cause : avec les deux belligérants et, fait nouveau, avec les pétromonarchies, y compris l'Arabie saoudite. Cela n'est pas un mince avantage lorsque l'on sait la complexité d'un dialogue irano-occidental assombri par l'affaire des otages et par l'ombre du terrorisme. Moscou a ainsi fait un pas en avant vers son objectif à court terme, qui est la normalisation de sa situation dans le Golfe après de longues années où, hormis des relations tumultueuses avec l'Irak, elle était effectivement exclue du jeu. Son retrait de l'Afghanistan est de nature à renforcer cette nouvelle image d'État pacifique et à atténuer les effets d'une mobilisation antisoviétique sans précédent dans le monde islamique.

A long terme, cette discrète entrée soviétique dans le Golfe peut servir deux objectifs centraux. Le premier est l'établissement d'un lien plus solide avec les principaux exportateurs de pétrole dans le monde, dans la perspective où l'URSS deviendrait un importateur net de pétrole. Le second est d'avoir dans le Golfe une position assez reconnue pour pouvoir la transformer en atout dans les relations soviéto-iraniennes. D'ores et déjà, Moscou a réussi à convaincre l'Iran que seule l'URSS s'opposait à une nouvelle résolution du Conseil de sécurité qui punirait Téhéran pour son refus de la réso-

lution 598. N'est-ce pas une manière de dissuader Téhéran de remettre en cause la nouvelle stratégie afghane de l'URSS, ce dont l'Iran aurait probablement les moyens !

## Les gains des États-Unis

Les effets secondaires de l'intervention occidentale dans le Golfe pourraient se révéler les plus durables. Les États-Unis reconnaissent d'une part avoir obtenu des avantages importants dans la région en matière de bases, de facilités, et de droit d'usage des aéroports en cas d'urgence (notamment à Koweït). D'autre part, Washington a réussi, bien mieux que par le passé, à entraîner ses alliés européens (et asiatiques), et même à coordonner, dans une certaine mesure, leurs activités. Les échecs américains antérieurs sur ces deux registres éclairent les dimensions de ces acquis. La décision, en avril 1988, d'étendre la protection américaine à tous les bateaux empruntant le Golfe n'a fait que confirmer ces gains.

Que les pays exportateurs d'armes vers la région en concluent que Washington s'est ainsi taillé une position dominante sur ce marché particulièrement lucratif, il n'y a qu'un pas qu'il est sans doute légitime de franchir. Pour les contrats les plus importants Saoudiens et Koweïtiens ne se tournent vers les

fournisseurs européens que si Washington — du fait surtout de l'opposition du lobby pro-israélien — se révèle incapable de répondre positivement à leurs requêtes.

Il est donc permis de repenser l'importance réelle du Golfe en matière stratégique. En termes pétroliers d'abord, dans le marché déprimé qui règne depuis 1981, sa part dans l'approvisionnement mondial n'a cessé de décliner. En termes de transport, la région s'est dotée d'un réseau de pipelines et de voies de communication terrestres si denses que le Golfe, en tant que voie maritime, a substantiellement perdu de son importance. L'Irak qui, depuis 1980, n'a pratiquement plus d'accès à la mer a réussi à exporter son pétrole vers la mer Rouge ou, à travers la Turquie, vers la Méditerranée.

En définitive, les enjeux régionaux dans le Golfe ont permis aux États-Unis de conforter leur position stratégique au prix de gains diplomatiques modestes pour l'Union soviétique, de nouvelles limitations à l'autonomie d'action européenne au Moyen-Orient et d'une intégration plus ferme de la sécurité des pétromonarchies du Golfe dans le dispositif global de l'Occident. Il serait cependant hasardeux d'affirmer que c'est là le mot de la fin dans l'histoire de cette région.

## BIBLIOGRAPHIE

ANGLAND J., RABIER C.-J., « Les superpuissances et la guerre du Golfe : stratégies et enjeux », *Défense nationale*, janv. 1988.

« Autour de la guerre du Golfe », *Les Cahiers de l'Orient contemporain*, n° 8-9, 1<sup>er</sup> trim. 1988.

BALTA P., *Iran-Irak, une guerre de 5 000 ans*, Anthropos, Paris, 1988 (édit. mise à jour).

« Discriminate Deterrence », Report of the Commission on Integrated Long-Term Strategy, Department of Defense, Washington, janv. 1988.

« Les enchères de la guerre du Golfe », *Le Monde diplomatique*, oct. 1987.

EPSTEIN J.M., *Strategy and Force Planning : the Case of the Persian Gulf*, The Brookings Institution, Washington, 1987.

« Iran-Irak : la diplomatie du conflit », *Politique étrangère*, n° 2, 1987.

KUPCHAN C.A., *The Persian Gulf and the West : the Dilemmas of Security*, Allen and Unwin, Boston, 1987.

Voir aussi les bibliographies « Proche et Moyen-Orient » dans la section « ensembles géopolitiques ».